



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



BUDGET  
2018

Octobre 2018

  
MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -86,981 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2018 s'élève à -86,981 Md€ contre -74,403 Md€ à fin octobre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-12,578 Md€) s'explique

par une augmentation des dépenses nettes de 4,049 Md€, une diminution des recettes nettes de 8,794 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de +0,264 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 282,753 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 13,677 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (13,667 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,789 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,668 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,857 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,725 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,807 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,098 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,712 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2018 s'élèvent à 282,753 Md€ contre 278,704 Md€ à fin octobre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,049 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses d'intervention de 2,926 Md€ (principalement au titre de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ») et

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,762 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (1,323 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,702 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,618 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,875 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,700 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,342 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,192 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,172 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,808 Md€).

des dépenses de personnel de 1,911 Md€ (écart conforme à la hausse prévue en LFI 2018), compensées en partie par la baisse des dépenses de fonctionnement de 0,604 Md€ (écart principalement lié à un abondement du CAS « Participations financières de l'Etat » par le BG, intervenu en 2017 et non reconduit en 2018).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 204,385 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 11,926 Md€ ;

► **IR net** : 5,895 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,619 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,580 Md€ et 1,243 Md€ au titre des autres taxes intérieures (principalement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,588 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,271 Md€, dont les prélèvements de solidarité pour 0,615 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,697 Md€ ;

► **IS net (hors CSB)** : -1,877 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,425 Md€, essentiellement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,039 Md€ et le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à hauteur de -0,976 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D\*) : 241,428 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2018 s'élèvent à 241,428 Md€ contre 248,281 Md€ à fin octobre 2017.

Cette évolution (-6,853 Md€) s'explique notamment par un montant de R&D plus élevé de 18,600 Md€ par rapport à octobre 2017, écart essentiellement lié à des R&D d'IS supérieurs de 7,264 Md€ à ceux enregistrés au 31 octobre 2017, aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, à hauteur de 3,725 Md€ et à des R&D de TH supérieurs de 3,009 Md€ à ceux enregistrés au 31 octobre 2017 à la suite de la prise en charge par l'Etat de la mesure d'exonération progressive. Contribuent également à cette baisse, les

encaissements d'IFI inférieurs de 3,160 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, ainsi que des recettes diverses en baisse de 1,728 Md€, essentiellement au titre de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués, conformément à la prévision de la LFI 2018. Cet effet négatif est partiellement compensé par des hausses de TVA brute pour 5,983 Md€ (3,788 Md€ en net), de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 3,095 Md€ (principalement au titre des droits de mutation à titre gratuit pour 2,130 Md€), d'IS brut pour 2,695 Md€ (-4,570 Md€ en net), de TICPE pour 2,425 Md€ et d'IR brut pour 1,368 Md€ (0,010 Md€ en net).

## Recettes non fiscales : 9,057 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2018 s'élèvent à

9,057 Md€ contre 8,711 Md€ à fin octobre 2017.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -49,658 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin octobre 2018 s'élèvent à -49,658 Md€ contre -47,187 Md€ à fin octobre 2017.

Cette évolution (-2,471 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 2,220 Md€, conformément à la LFI 2018.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -8,613 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes pour 1,467 Md€ (essentiellement lié à une cession de titres SAFRAN de 1,246 Md€ le 04/10/2018) ;

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,601 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 31,489 Md€ (dont 29,678 Md€ au titre de l'échéance de la taxe foncière du 15 octobre) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2018 s'élève à -8,613 Md€ contre -8,877 Md€ à fin octobre 2017.

Cette évolution (+0,264 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers (+3,234 Md€, principalement en raison de remboursements des avances accordées à l'ASP plus précoces qu'en 2017 et de versements d'avances moins importants à ce stade de l'année, au titre du préfinancement des aides

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 13,931 Md€ (principalement au titre des intérêts des OAT à taux fixe) et des recettes pour 13,852 Md€ (essentiellement au titre de l'abondement par le budget général).

communautaires de la PAC) et par l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+0,945 Md€, écart lié à une cession de titres SAFRAN de 1,246 Md€ le 04/10/2018).

Cette hausse est partiellement compensée par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,947 Md€, essentiellement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en diminution de -3,832 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017.

## Dettes financières de l'Etat au 31 octobre : 1 762,942 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 77,813 Md€). Les montants nets des BTF ont diminué de 7,692 Md€.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	Octobre	2018	2017 retraité		2017 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>162</b>	<b>-86 981</b>	-74 403	-77 135	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>36 278</b>	<b>282 753</b>	278 704	277 871	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>17 040</b>	<b>204 385</b>	213 179	209 612	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 895	65 331	65 321	65 321	
- IS *	-1 877	13 146	17 716	17 716	
- TVA	11 926	127 735	123 947	125 938	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>19 399</b>	<b>-8 613</b>	-8 877	-8 877	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-202</b>	<b>120 280</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>-12 629</b>	<b>1 762 942</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 554	107 914	106 003	106 023
Dépenses de fonctionnement	4 811	45 948	46 552	46 210
Charges de la dette de l'Etat	13 667	40 137	40 464	40 464
Dépenses d'investissement	1 100	9 555	9 305	9 305
Dépenses d'intervention	6 030	77 060	74 134	73 621
Dépenses d'opérations financières	115	1 148	1 256	1 256
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>36 278</b>	<b>282 753</b>	<b>278 704</b>	<b>277 871</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	20 820	241 428	248 281	247 995
Recettes non fiscales	858	9 057	8 711	8 711
Prélèvements sur recettes	-5 122	-49 658	-47 187	-50 467
Fonds de concours	484	3 558	3 373	3 373
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>17 040</b>	<b>204 385</b>	<b>213 179</b>	<b>209 612</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>22 162</b>	<b>254 043</b>	<b>260 365</b>	<b>260 080</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-19 238</b>	<b>-78 368</b>	<b>-65 526</b>	<b>-68 259</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 517	2 656	1 711	1 711
Solde des comptes de concours financiers	18 096	-11 780	-15 014	-15 014
Solde des comptes de commerce	-209	426	4 373	4 373
Solde des comptes d'opérations monétaires	235	1 993	-177	-177
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>19 399</b>	<b>-8 613</b>	<b>-8 877</b>	<b>-8 877</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>162</b>	<b>-86 981</b>	<b>-74 403</b>	<b>-77 135</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 554</b>	<b>107 914</b>	<b>106 003</b>	<b>106 023</b>
Rémunérations d'activité	6 060	61 726	60 413	60 425
Cotisations et contributions sociales	4 415	45 561	45 030	45 038
Prestations sociales et allocations diverses	79	628	560	560
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>25 724</b>	<b>174 839</b>	<b>172 702</b>	<b>171 848</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 811</b>	<b>45 948</b>	<b>46 552</b>	<b>46 210</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 247	20 347	21 152	20 907
Subventions pour charges de service public	2 564	25 601	25 400	25 304
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>13 667</b>	<b>40 137</b>	<b>40 464</b>	<b>40 464</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	13 667	40 137	40 464	40 464
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 100</b>	<b>9 555</b>	<b>9 305</b>	<b>9 305</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	913	7 429	7 179	7 179
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	188	2 126	2 126	2 126
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>6 030</b>	<b>77 060</b>	<b>74 134</b>	<b>73 621</b>
Transferts aux ménages	2 706	39 826	36 933	36 681
Transferts aux entreprises	775	12 601	12 354	12 546
Transferts aux collectivités territoriales	622	6 750	6 198	6 269
Transferts aux autres collectivités	1 927	17 861	18 622	18 098
Appels en garantie	0	22	27	27
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>115</b>	<b>1 148</b>	<b>1 256</b>	<b>1 256</b>
Prêts et avances	13	69	278	278
Dotations en fonds propres	102	510	414	414
Dépenses de participations financières	0	569	564	564
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>36 278</b>	<b>282 753</b>	<b>278 704</b>	<b>277 871</b>





unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2018		Cumul à fin octobre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES <sup>(1)</sup></b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants <sup>(1)</sup>	2	0	4	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>370</b>	<b>374</b>	<b>2 685</b>	<b>2 554</b>	<b>2 426</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	327	332	1 684	1 610	1 479
Diplomatie culturelle et d'influence	19	18	684	633	629
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	25	317	311	318
Présidence française du G7 <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>259</b>	<b>274</b>	<b>2 315</b>	<b>2 324</b>	<b>2 379</b>
Administration territoriale	149	150	1 419	1 377	1 360
Vie politique, culturelle et associative	37	35	168	170	291
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	73	89	727	778	727
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>139</b>	<b>298</b>	<b>2 451</b>	<b>2 531</b>	<b>2 147</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture <sup>(2)</sup>	46	199	1 495	1 586	1 159
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	36	41	434	425	477
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	58	522	520	511
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>81</b>	<b>117</b>	<b>1 663</b>	<b>2 078</b>	<b>1 957</b>
Aide économique et financière au développement	2	33	275	718	788
Solidarité à l'égard des pays en développement	79	85	1 388	1 360	1 168
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>9</b>	<b>24</b>	<b>1 975</b>	<b>1 925</b>	<b>1 912</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	2	37	30	27
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	8	15	1 846	1 811	1 807
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	91	84	79
<b>COHESION DES TERRITOIRES <sup>(3)</sup></b>	<b>211</b>	<b>1 172</b>	<b>16 430</b>	<b>16 364</b>	<b>16 554</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	136	163	1 688	1 546	1 419
Aide à l'accès au logement	1	808	13 824	13 824	14 221
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	51	148	432	476	433
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	11	31	121	150	127
Interventions territoriales de l'Etat	-4	5	13	36	36
Politique de la ville	16	17	352	332	319
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>50</b>	<b>54</b>	<b>551</b>	<b>541</b>	<b>528</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	32	36	331	323	311
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	19	178	177	176
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>221</b>	<b>246</b>	<b>2 536</b>	<b>2 216</b>	<b>2 176</b>
Patrimoines	79	77	760	635	603
Création	25	54	755	633	647
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	116	116	1 022	948	926
<b>DEFENSE</b>	<b>3 967</b>	<b>3 725</b>	<b>35 235</b>	<b>36 471</b>	<b>35 865</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	98	109	1 024	1 202	1 193
Préparation et emploi des forces	507	712	6 626	7 399	7 277
Soutien de la politique de la défense	1 805	1 807	18 974	19 142	18 837
Equipement des forces	1 557	1 098	8 611	8 728	8 558
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>138</b>	<b>147</b>	<b>1 081</b>	<b>1 083</b>	<b>1 081</b>
Coordination du travail gouvernemental	58	69	481	471	478
Protection des droits et libertés	5	4	79	78	78
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	75	74	522	534	525



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2018		Cumul à fin octobre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>681</b>	<b>976</b>	<b>11 415</b>	<b>11 037</b>	<b>9 912</b>
Infrastructures et services de transports	241	325	4 194	4 338	3 458
Affaires maritimes <sup>(2)</sup>	10	18	116	102	131
Paysages, eau et biodiversité	13	11	121	115	215
Expertise, information géographique et météorologie	37	38	452	448	444
Prévention des risques	133	129	735	719	494
Energie, climat et après-mines	3	3	355	350	471
Service public de l'énergie	0	192	2 931	2 425	2 164
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	245	259	2 511	2 539	2 534
<b>ECONOMIE</b>	<b>95</b>	<b>105</b>	<b>1 611</b>	<b>1 506</b>	<b>2 974</b>
Développement des entreprises et régulations <sup>(2)</sup>	42	50	843	746	2 208
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	38	40	381	377	368
Stratégie économique et fiscale	15	15	387	383	398
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>13 677</b>	<b>13 677</b>	<b>40 160</b>	<b>40 600</b>	<b>40 845</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	13 667	13 667	40 137	40 137	40 464
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	40	40	27
Epargne	10	10	91	91	74
Majoration de rentes	0	0	142	142	117
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-250	190	163
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 732</b>	<b>5 789</b>	<b>59 699</b>	<b>59 584</b>	<b>58 303</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 858	1 857	18 296	18 292	17 918
Enseignement scolaire public du second degré	2 670	2 668	27 263	27 255	26 820
Vie de l'élève	361	371	4 660	4 626	4 309
Enseignement privé du premier et du second degrés	538	538	6 359	6 345	6 256
Soutien de la politique de l'éducation nationale	199	253	1 937	1 901	1 864
Enseignement technique agricole	106	102	1 185	1 165	1 136
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>865</b>	<b>868</b>	<b>8 997</b>	<b>8 860</b>	<b>9 092</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	644	648	6 740	6 618	6 673
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	79	63	778	805	1 005
Facilitation et sécurisation des échanges	134	136	1 291	1 270	1 263
Fonction publique	7	21	188	168	151
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>81</b>	<b>109</b>	<b>1 251</b>	<b>1 174</b>	<b>983</b>
Immigration et asile	61	85	980	921	824
Intégration et accès à la nationalité française	20	24	271	253	159
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>3 500</b>	<b>1 070</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	25	650	143	0
Valorisation de la recherche	0	16	1 850	217	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	30	1 000	710	0
<b>JUSTICE</b>	<b>902</b>	<b>680</b>	<b>7 016</b>	<b>6 910</b>	<b>6 728</b>
Justice judiciaire	249	263	2 780	2 818	2 717
Administration pénitentiaire	517	307	2 770	2 750	2 714
Protection judiciaire de la jeunesse	62	70	703	663	659
Accès au droit et à la justice	48	4	406	361	345
Conduite et pilotage de la politique de la justice	27	36	353	315	289
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	4	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>448</b>	<b>411</b>	<b>365</b>
Presse et médias	6	3	210	226	188
Livre et industries culturelles	1	8	238	185	177
<b>OUTRE-MER</b>	<b>63</b>	<b>69</b>	<b>1 723</b>	<b>1 464</b>	<b>1 477</b>
Emploi outre-mer	20	20	1 235	1 032	979
Conditions de vie outre-mer	43	49	488	431	498



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2018		Cumul à fin octobre 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>355</b>	<b>2 762</b>	<b>26 447</b>	<b>24 429</b>	<b>24 691</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	74	1 323	13 155	12 525	12 886
Vie étudiante	119	408	2 426	2 204	2 149
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	27	702	6 607	5 611	5 620
Recherche spatiale	4	99	1 571	1 428	1 257
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	63	62	1 453	1 511	1 721
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	49	106	655	667	620
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	175	120	83
Recherche culturelle et culture scientifique	2	32	108	74	75
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	29	297	288	280
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>22</b>	<b>598</b>	<b>5 812</b>	<b>5 778</b>	<b>5 571</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	22	361	3 811	3 777	3 622
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	124	756	756	690
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 245	1 245	1 259
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>186</b>	<b>230</b>	<b>3 232</b>	<b>3 011</b>	<b>2 653</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	187	221	3 081	2 794	2 245
Concours spécifiques et administration	0	9	151	217	408
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>10 395</b>	<b>10 421</b>	<b>106 838</b>	<b>106 814</b>	<b>88 214</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	8 810	8 837	96 171	96 147	80 722
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	1 584	1 584	10 666	10 667	7 492
<b>SANTE</b>	<b>5</b>	<b>47</b>	<b>1 253</b>	<b>1 026</b>	<b>945</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	47	391	326	332
Protection maladie	0	0	862	699	614
<b>SECURITES</b>	<b>1 578</b>	<b>1 618</b>	<b>17 277</b>	<b>16 542</b>	<b>16 174</b>
Police nationale	863	875	8 991	8 746	8 504
Gendarmerie nationale	675	700	7 551	7 336	7 253
Sécurité et éducation routières	5	3	32	25	23
Sécurité civile	34	40	704	434	395
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>122</b>	<b>1 342</b>	<b>18 766</b>	<b>17 319</b>	<b>15 602</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	36	64	6 402	5 123	4 645
Handicap et dépendance	1	1 192	11 005	10 952	9 673
Egalité entre les femmes et les hommes	2	1	23	20	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	83	85	1 336	1 224	1 264
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>821</b>	<b>699</b>	<b>651</b>
Sport	14	13	247	224	271
Jeunesse et vie associative	9	9	518	428	380
Jeux olympiques et paralympiques 2024 <sup>(1)</sup>	0	0	56	47	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>506</b>	<b>870</b>	<b>12 162</b>	<b>12 257</b>	<b>13 722</b>
Accès et retour à l'emploi	426	706	5 903	6 355	7 625
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	28	105	5 556	5 286	5 496
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	4	140	62	68
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	52	55	563	554	533
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>40 741</b>	<b>46 699</b>	<b>396 345</b>	<b>389 567</b>	<b>366 918</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 346</b>	<b>36 278</b>	<b>289 507</b>	<b>282 753</b>	<b>278 704</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2018

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2018

<sup>(3)</sup> Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>6 154</b>	<b>70 894</b>	<b>69 526</b>	<b>69 526</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>693</b>	<b>4 079</b>	<b>3 886</b>	<b>3 886</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>766</b>	<b>47 599</b>	<b>44 909</b>	<b>44 909</b>
Impôt sur les sociétés	756	46 602	43 907	43 907
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	10	998	1 002	1 002
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 271</b>	<b>10 170</b>	<b>14 179</b>	<b>12 011</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	88	781	870	870
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	426	4 037	3 460	3 460
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1
Impôt sur la fortune immobilière <sup>(2)</sup>	100	1 653	4 813	4 813
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	133	77	77
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	16	16
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	6	17	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	23	24	24
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	66	61	61
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	197	286	286
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Prélèvements de solidarité <sup>(1)</sup>	615	2 573	2 139	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	6	6
Recettes diverses	24	684	2 412	2 384
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 588</b>	<b>10 463</b>	<b>8 038</b>	<b>8 565</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>17 151</b>	<b>174 485</b>	<b>168 502</b>	<b>170 494</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 619</b>	<b>30 551</b>	<b>27 456</b>	<b>26 819</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	45	442	384	384
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	134	146	146
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	11	13	13



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	170	1 987	1 909	1 909
Mutations à titre gratuit par décès	1 410	11 073	9 021	9 021
Contribution de sécurité immobilière	70	609	579	579
Autres conventions et actes civils	40	407	395	395
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	44	409	357	357
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	166	160	160
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	164	182	182
Timbre unique	42	274	294	294
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 243	9 107	8 601	8 601
Autres droits et recettes accessoires	8	20	4	4
Amendes et confiscations	4	33	32	32
Taxe générale sur les activités polluantes	7	549	396	22
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	3	177	174	174
Autres droits et recettes à différents titres	1	2	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	42	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	43	43	43
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	189	1 773	1 829	1 759
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	75	647	640	640
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	352	360	360
Prélèvement sur les paris sportifs	45	382	266	236
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	53	46	46
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	83	754	572	572
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	43	317	388	227
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>31 242</b>	<b>348 242</b>	<b>336 495</b>	<b>336 209</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>20 820</b>	<b>241 428</b>	<b>248 281</b>	<b>247 995</b>



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>390</b>	<b>4 498</b>	<b>4 358</b>	<b>4 358</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	43	2 680	2 872	2 872
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	132	483	328	328
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	215	1 331	1 158	1 158
Autres dividendes et recettes assimilées	0	4	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>148</b>	<b>1 239</b>	<b>1 220</b>	<b>1 220</b>
Revenus du domaine public non militaire	11	162	94	94
Autres revenus du domaine public	-1	7	132	132
Revenus du domaine privé	4	49	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	14	184	199	199
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	118	826	786	786
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	11	10	10
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>163</b>	<b>998</b>	<b>887</b>	<b>887</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	40	285	289	289
Autres frais d'assiette et de recouvrement	88	647	527	527
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	33	37	59	59
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	1	27	10	10
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>25</b>	<b>336</b>	<b>319</b>	<b>319</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	14	66	70	70
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	7	12	12
Intérêts des autres prêts et avances	6	38	60	60
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	137	145	145
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	79	20	20



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>62</b>	<b>865</b>	<b>757</b>	<b>757</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	141	269	269
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	13	39	75	75
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	9	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	613	343	343
Frais de poursuite	1	8	8	8
Frais de justice et d'instance	1	9	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>70</b>	<b>1 121</b>	<b>1 170</b>	<b>1 170</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	237	228	228
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	192	187	187
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	6	6
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	9	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	21	23	23
Recouvrements après admission en non-valeur	13	109	113	113
Divers versements de l'Union européenne	0	6	13	13
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	36	16	16
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	21	25	25
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	241	169	169
Produits divers	-3	64	257	257
Autres produits divers	8	165	109	109
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>858</b>	<b>9 057</b>	<b>8 711</b>	<b>8 711</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 425</b>	<b>-32 858</b>	<b>-32 607</b>	<b>-35 887</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 039	-22 900	-23 087	-26 367
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-5	-8	-8
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-18	-38	-38
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-976	-3 444	-2 947	-2 947
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-117	-1 890	-1 768	-1 768
<b>Dotations</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-56	-27	-27
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-2	-322	-326	-326
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-249	-2 552	-2 620	-2 620
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-32	-468	-466	-466
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-46	-46
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-83	-69	-69
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-302	-389	-389
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 697</b>	<b>-16 800</b>	<b>-14 580</b>	<b>-14 580</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 122</b>	<b>-49 658</b>	<b>-47 187</b>	<b>-50 467</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	473	3 325	3 199	3 199
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	11	233	174	174
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>484</b>	<b>3 558</b>	<b>3 373</b>	<b>3 373</b>





unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 850</b>	<b>7 367</b>	<b>60 947</b>	<b>64 639</b>	<b>63 603</b>	<b>66 350</b>	<b>2 656</b>	<b>1 711</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	38	372	213	511	286	139	73
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	37	164	831	776	1 384	1 335	554	559
Développement agricole et rural	11	2	116	110	130	125	14	16
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	31	249	282	313	316	64	34
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	29	1 390	1 435	1 684	1 591	294	156
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	34	22	272	249	275	297	4	48
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	2	1 467	3 437	8 414	2 472	6 493	-965	-1 921
Pensions	5 146	5 124	48 075	47 376	49 753	49 331	1 678	1 955
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	73	0	430	400	649	358	219	-42
Transition énergétique	490	490	5 775	5 384	6 284	6 035	509	652
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>13 551</b>	<b>31 647</b>	<b>103 145</b>	<b>101 759</b>	<b>91 366</b>	<b>86 745</b>	<b>-11 780</b>	<b>-15 014</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4 593	34	12 778	13 766	7 366	5 463	-5 412	-8 303
Avances à l'audiovisuel public	325	21	3 246	3 275	1 658	1 850	-1 587	-1 425
Avances aux collectivités territoriales	8 601	31 489	86 092	84 522	81 998	78 948	-4 095	-5 575
Prêts à des Etats étrangers	33	80	978	195	308	321	-670	127
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	24	52	0	36	163	-16	162
<b>Comptes de commerce</b>	<b>14 318</b>	<b>14 109</b>	<b>44 017</b>	<b>45 734</b>	<b>44 443</b>	<b>50 107</b>	<b>426</b>	<b>4 373</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	71	9	535	491	600	546	65	55
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	140	136	138	139	-2	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	164	164	868	1 901	868	1 901	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	102	8	485	447	474	560	-12	113
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	13 931	13 852	41 642	42 289	41 680	42 330	39	41
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	10	4	6	10	8	6	2
Opérations commerciales des domaines	4	8	36	35	56	61	20	25
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	21	20	19	10	-3	-10
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	1	0	1	0
Soutien financier au commerce extérieur	26	40	286	408	598	4 552	312	4 144
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>42</b>	<b>277</b>	<b>665</b>	<b>1 348</b>	<b>2 657</b>	<b>1 171</b>	<b>1 993</b>	<b>-177</b>
Emission des monnaies métalliques	18	5	128	134	206	222	78	88
Opérations avec le Fonds Monétaire International	24	264	527	1 151	2 436	921	1 908	-229
Pertes et bénéfices de change	0	9	10	63	16	28	6	-35
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>33 761</b>	<b>53 401</b>	<b>208 774</b>	<b>213 480</b>	<b>202 069</b>	<b>204 374</b>	<b>-6 705</b>	<b>-9 106</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>33 738</b>	<b>53 137</b>	<b>208 247</b>	<b>212 329</b>	<b>199 633</b>	<b>203 452</b>	<b>-8 613</b>	<b>-8 877</b>



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2018
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Organismes d'assurance et de réassurance	431	-17	414
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	33	462
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>870</b>	<b>15</b>	<b>886</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 304	1 751	4 055
	Départements	6 292	-168	6 125
	Communes	24 371	718	25 090
	HLM	343	-66	277
	Autres	23 822	-350	23 472
	<b>Total CEPL</b>	<b>57 132</b>	<b>1 886</b>	<b>59 018</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 103</b>	<b>-181</b>	<b>4 923</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	2 005	13 421	
Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	2 415	6 624	
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	1 696	4 928	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	138	1 309	
<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>20 029</b>	<b>6 254</b>	<b>26 283</b>	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>9 155</b>	<b>2 190</b>	<b>11 345</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>3 767</b>	<b>557</b>	<b>4 324</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	56	-9	47	
GIP	780	152	933	
EPL	2 371	541	2 912	
Autres correspondants	7 745	1 842	9 587	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>11 001</b>	<b>2 477</b>	<b>13 479</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>107 058</b>	<b>13 200</b>	<b>120 257</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>18</b>	<b>5</b>	<b>23</b>
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>5</b>	<b>23</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>107 076</b>	<b>13 204</b>	<b>120 280</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>107 075</b>	<b>13 205</b>	<b>120 280</b>



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2018
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 686 132</b>	<b>70 121</b>	<b>1 756 254</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 559 659</b>	<b>77 813</b>	<b>1 637 473</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	77 813	1 637 473
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	65 308	1 423 193
- <i>taux variable</i>	181 658	12 117	193 774
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>126 473</b>	<b>-7 692</b>	<b>118 781</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-7 692	118 781
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 169</b>	<b>-481</b>	<b>6 688</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 693 301</b>	<b>69 641</b>	<b>1 762 942</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

### FMI : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.